



Au Comité du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur la RD Congo, New York, USA

CC: Groupe d'experts sur la RD Congo, New York, USA ;
Membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies, New York, USA ;
Secrétaire Général des Nations-Unies, New York, USA ;

Concerne: Réponse de la Communauté Banyamulenge face aux allégations formulées dans le dernier (13/06/2023) Rapport des Experts des Nations-Unies sur la RD Congo

Chères Mesdames, Chers Messieurs,

En date du 13/06/2023, la communauté Banyamulenge a été stupéfiée en lisant le rapport publié par les Experts des Nations-Unies sur la RD Congo contenant des allégations sous formes d'accusations graves et infondées qui s'attaquent directement à sa survie, à travers sa diaspora et quelques personnalités indépendantes.

Ce rapport est publié au moment où notre communauté continue à vivre depuis 2017 un calvaire inouï et des persécutions de tout genre dans l'indifférence totale de la communauté internationale massivement représentée au pays par la MONUSCO et les différentes agences onusiennes (UNICEF, WFP, FAO, UNCHR, UNOHCR, UNFPA, UNESCO, UNWomen, UNDP, OCHA, etc.).

Dans les sections qui suivent, nous allons essayer d'apporter un clair démenti à ces allégations dénuées de tout fondement, diffamatoires et susceptibles d'aggraver la situation assez déjà précaire pour les membres de notre communauté sur l'ensemble du territoire national et voire dans la région des Grands Lacs africains.

Notre réponse est structurée en trois parties. La première traite de la relativisation par ce rapport des actes à caractère génocidaire subis par les membres de notre communauté, de la diabolisation du combat de survie mené par le groupe d'autodéfense civile face à l'épuration ethnique orchestrée par la coalition de milices Mayi-Mayi et les rebelles burundais de RED-Tabara, avec la complicité tacite de certains officiers supérieurs des forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). La deuxième répond aux questions concernant les supposés liens avec le M23, le recrutement et l'utilisation d'enfants armés, et le financement des Twirwaneho. Quant à la troisième, elle est consacrée aux observations générales et à la conclusion.

Mais avant d'étayer notre réponse, nous nous faisons le devoir de présenter brièvement la situation prévalant actuellement dans les Moyens et Hauts-Plateaux de la province du Sud-Kivu. En effet, depuis de nombreuses années et surtout depuis 2017, la communauté Banyamulenge est assiégée par une coalition de groupes armés locaux, dont les Mayi-Mayi Biloze Bishambuke, Yakutumba, Ebuela et René. Ces milices ont noué des alliances criminelles avec des groupes armés étrangers, cas du RED-Tabara du Burundi, et leur principale mission vise l'extermination de la communauté

Banyamulenge dans les Moyens et Hauts-Plateaux du Sud-Kivu. De nombreux rapports ont également documenté la façon dont certains éléments des FARDC fournissent des armes, des munitions et aussi opèrent conjointement avec ces groupes armés.

Les attaques visant les Banyamulenge ont suivi un schéma systématique: les milices ont détruit et incendié plus de 85% des villages Banyamulenge, razié environ 500 000 têtes de bétail, torturé et tué environ 2 000 personnes, et ont poussé plusieurs milliers de survivantes soit dans les camps des déplacés internes (autour de Minembwe et très peu d'autres zones) soit vers l'exil dans les pays voisins, comme le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya ainsi que dans le monde entier. Cette réalité est largement documentée dans de nombreux rapports de différentes organisations internationales de premier plan, y compris l'ONU.

Pour une communauté qui a toujours été largement autosuffisante grâce à l'élevage de gros bétail, à l'agriculture et à un système de solidarité communautaire, la destruction de leurs moyens de subsistance traditionnels et les déplacements massifs qui en ont résulté ont condamné les membres de cette communauté à une existence désespérée et précaire. Isolés dans un environnement reculé où ils n'ont bénéficié d'aucune aide humanitaire significative, ils ont été contraints de compter presque exclusivement sur l'aide des membres de la diaspora Banyamulenge à travers le monde. Cette assistance a été fournie en toute transparence.

Au cours des six dernières années, le gouvernement congolais, les acteurs humanitaires onusiens ainsi que les ONG internationales ont complètement abandonné la population Banyamulenge à son triste sort. On se souvient qu'en juillet 2019, lorsque le gouvernement congolais a alloué 555 580 dollars américains aux déplacés internes à Minembwe, cet argent fut immédiatement détourné par le comptable du Ministère de la solidarité nationale et actions humanitaires[1]. Et depuis lors, rien n'a été fait.

Suite à ce refus d'interventions humanitaires par les entités gouvernementales locales et nationales et de des plusieurs organisations international basées en RD Congo, après de nombreuses tentatives d'appel à l'aide, la diaspora Banyamulenge (de l'Amérique du Nord jusqu'en Australie, en passant par l'Europe et l'Afrique) a pris la responsabilité de fournir l'aide humanitaire urgente, si désespérément nécessaire, aux victimes de ces atrocités. En utilisant les contributions des membres, le travail bénévole et en opérant en toute transparence, nous avons mis en œuvre plusieurs projets:

- Fourniture des produits alimentaires et médicaux aux personnes déplacées de Bibokoboko et de Rurambo à la suite de la destruction de leurs villages; et un soutien aux efforts pour le retour dans leurs milieux d'origine ainsi que la reconstruction de leurs villages.
- Prise en charge médicale (paiement de frais d'hospitalisation) au Congo et dans les pays voisins pour les blessés de cette guerre d'épuration ethnique. Jusqu'à ce jour, 781 personnes ont bénéficié de cette assistance humanitaire et urgente qui a pu sauver leur vie. Notons qu'aucune autre organisation nationale ou internationale n'est jamais intervenue au profit de Banyamulenge dans cette situation critique.
- Fourniture de l'aide humanitaire au cours des six dernières années à la population Banyamulenge et d'ethnies voisines maintenant regroupées dans les cinq entités suivantes: Minembwe, Mikenke, Muramvya, Rurambo et Bibokoboko. Par exemple, nous avons fourni une aide humanitaire d'urgence en soins de santé et en vivres depuis 2020 à 2021: à 2 426 ménages comprenant 14 556 personnes, et aussi l'achat d'une ambulance médicale, à Minembwe; à 350 ménages d'environ 2 100 personnes à Bijombo et Kamombo; à 2 750 personnes à Mikenke; et à 2 500 personnes à Bibokoboko. En outre, 13 stations nutritionnelles ont été construites pour aider des milliers d'enfants, de personnes âgées et de femmes enceintes souffrant de problèmes graves de santé liés à la malnutrition. Il est à noter que lesdites stations continuent à sauver des milliers de vies humaines. Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres de l'aide humanitaire que la diaspora Banyamulenge a apporté à son peuple complètement abandonné par la communauté

internationale et ceci en violation des principes directeurs d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.

Tout cela est bien documenté et visible sur le terrain pour tout observateur bien intentionné. Malheureusement, le Groupe d'experts sur la RD Congo, se basant sur des allégations non avérées, a préféré opter pour la diabolisation de notre communauté déjà victime d'épuration ethnique.

Il est important de souligner ici que toute tentative de criminalisation de l'aide humanitaire apportée à la communauté Banyamulenge par sa diaspora constitue une menace existentielle sérieuse à ce peuple déjà aux dures épreuves d'épuration ethnique en cours. Les membres de la communauté Banyamulenge, à travers le monde, n'accepteront jamais d'être de simples observateurs face à cette indifférence totale et inaction du gouvernement congolais et de la communauté internationale.

Réponse aux allégations formulées dans le Rapport

Partie 1 : Relativisation des actes à caractère génocidaire et inversion de rôles

1.1 Relativisation des actes à caractère génocidaire

Cette section couvre trois paragraphes (98–100) et le groupe d'experts estime qu'à l'image du Rwanda, les Twirwaneho se servent du prétexte de génocide en ce qui concerne la communauté Banyamulenge. D'où la relativisation des actes à caractère génocidaire et dont les membres de cette dernière sont régulièrement victimes sur l'ensemble du territoire national.

C'est ainsi que le groupe d'experts omet sciemment de mentionner la dénonciation faite par la conseillère spéciale chargée de la prévention du génocide aux Nations-Unies, Mme. Alice Wairimu Nderitu, dans son allocution du 30 Novembre 2022 et qui a stipulé que « *les indicateurs et les déclencheurs contenus dans le Cadre d'analyse des atrocités criminelles des Nations Unies ont été présents en RDC notamment; diffusion de discours de haine et absence de mécanismes indépendants pour y remédier; politisation de l'identité; prolifération des milices locales et autres groupes armés à travers le pays; des attaques généralisées et systématiques, y compris des violences sexuelles, contre en particulier les Banyamulenge sur la base de leur appartenance ethnique et de leur allégeance perçue avec pays voisins; et les tensions intergroupes* »[2].

Il en est de même pour l'assassinat du Major Kaminzobe (le 09/12/2021)[3], soustrait du véhicule qui amenait son supérieur hiérarchique à l'hôpital d'Uvira pour les soins médicaux avant d'être lynché, brûlé et sa chair consommée en pleine journée par les habitants de de la localité de Lweba, Province du Sud-Kivu. Et c'est tout autant pour l'assassinat de Ntayoberwa Rugenza Robert le 18 juin 2022[4], un commerçant Munyamulenge qui a été tué à Kalima, Province du Maniema, sous les yeux du bourgmestre, Fataki Kobe, et d'autres autorités locales de l'Etat, et dont la chair fut consommée en pleine journée par une population en liesse.

De plus, les experts des Nations-Unies n'ont fait aucune mention des attaques ciblant uniquement les trois églises Banyamulenge[5] à Goma en février 2023.

Tous ces trois exemples énumérés ci-haut ne font que renforcer les actes à caractère génocidaire bien dénoncés par la conseillère spéciale chargée de la prévention du génocide aux Nations-Unies, Mme. Alice Wairimu Nderitu.

1.2 Affrontements des groupes armés et attaques

Dans ces trois courts paragraphes (129–131), le groupe d'experts non seulement affiche clairement son parti pris contre le mécanisme de défense locale Banyamulenge, mais aussi et surtout il procède à l'inversion de rôles avec les victimes devenues cette fois-ci des bourreaux.

Dans le paragraphe 129, les experts accusent gratuitement les Twirwaneho de tuer les civils opposants ou proches de Gumino, en brandissant (annexe 70) les photos du défunt Muzungu Rusengo et de celle de Freddy Rushombo comme responsable de ces exécutions. Il est important

de noter que pour Freddy Rushombo, la photo présentée dans cette annexe est celle d'une autre personne, Innocent Rushombo, qui vit et travaille au Rwanda depuis plus de 25 ans et qui n'est jamais retournée au Congo. Non seulement il y a violation de sa vie privée mais aussi et surtout il y a maintenant des risques sécuritaires graves qui pèsent sur lui à cause de cette injuste criminalisation de son image à travers le monde. Et c'est encore un autre exemple concret de la totale légèreté avec laquelle les experts ont agi en produisant ce rapport sur base de fausses informations.

C'est dans le paragraphe 130 où cette inversion de rôles est bien étalée et détaillée, en accusant les Twirwaneho d'attaquer régulièrement les populations Bafuliro, Babembe et Banyindu dans les villages de Rugezi, de Musika et environs. Pour ceux et celles qui ont une notion d'histoire des Hauts-Plateaux, le village de Rugezi a été construit et continuellement habité majoritairement par les Banyamulenge depuis plus d'un siècle, avant d'y être chassés le 19 Octobre 2019 par les milices Mayi-Mayi qui en ont fait ensuite leur place forte à partir de laquelle elles mènent des attaques pour razzier les troupeaux et détruire les villages Banyamulenge autour de Minembwe. Aussi, Musika et les villages environnants, situés sur le flanc ouest de Minembwe, continuent à jouer le même rôle néfaste depuis le « nettoyage » des Banyamulenge dans la région de Mibunda. Cette réalité est bien connue de tout un observateur épris de paix, mais le groupe d'experts a préféré changer la version de l'histoire. Et faut-il en déduire que pour ces experts les Banyamulenge ne doivent pas jouir du droit légitime d'autodéfense reconnu à tous les autres compatriotes congolais ?

Le groupe d'experts vient à la défense des FARDC (paragraphe 131) en affirmant une fois encore que les Twirwaneho ont, depuis octobre 2022, accru les attaques sur les FARDC, après un renforcement en termes de recrutement, d'armement et d'extension de la zone d'opérations. Bien entendu, comme ce sont les FARDC qui fournissent ces informations, elles inversent les rôles. En effet, selon les informations sûres recueillies auprès de la population de Minembwe et aussi témoin oculaire des événements, ce sont les FARDC qui ont attaqué l'autodéfense locale à Rutigita, en date du 29 décembre 2022, avec objectif de créer un couloir de communication avec les milices Mayi-Mayi opérant dans la zone de Lulenge. Et cette attaque s'est soldée par un grand fiasco pour les FARDC, avec un très lourd bilan de morts et blessés.

Part 2 : Allégations de liens entre les Twirwaneho et le M23, recrutement et utilisation des enfant, et financement de Twirwaneho

2.1 Allégations de liens entre les Twirwaneho et le M23

Cette section comprend huit paragraphes (142-149) comportant de fausses accusations et des affirmations factuellement inexacts. Le paragraphe 143 donne déjà le ton en accusant fausement Charles Sematama d'avoir utilisé son proche parent Saint-Cadet Ruvuzangoma pour coordonner le rapprochement avec le M23.

Le paragraphe 144 enfonce le clou avec ces fausses et graves accusations portées contre: Saint-Cadet et Lazare Sebitereko d'avoir mené une campagne auprès de la communauté Banyamulenge de Nairobi de soutenir financièrement le M23 et d'avoir encouragé les jeunes Banyamulenge à rejoindre les rangs de Twirwaneho; et Saint-Cadet, Jules Rutebuka et Willy Munezero de s'être rendus à Bunagana pour rencontrer les leaders du M23. Tout ceci est totalement faux. Premièrement, après leur participation au dialogue de Nairobi, Saint-Cadet et Lazare Sebitereko sont retournés au pays au même moment que tous les autres participants, en utilisant les vols affrétés par le bureau du facilitateur de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est (EAC en anglais). Deuxièmement, Saint-Cadet, Jules Rutebuka et Willy Munezero ne sont jamais rendus à Bunagana. En plus, Jules Rutebuka et Willy Munezero ne se connaissent pas et ne se sont jamais rencontrés ; et actuellement ils vivent dans deux pays différents, à savoir le Rwanda et Kenya, respectivement.

Contrairement au groupe d'experts, nos affirmations sont basées sur les conversations avec les concernés qui ont été surpris de voir leurs noms mentionnés dans ce rapport, et qui se sentent

maintenant en insécurité autant sur le territoire congolais que dans la région des Grands Lacs africains. En plus, le groupe d'experts n'a jamais tenté de contacter les personnes mentionnées ci-haut pour vérifier l'information avant la publication de ce rapport. Ce qui constitue aussi un manquement déontologique grave.

En ce qui concerne le Colonel Moïse Byinshyi Gakunzi (paragraphe 145), les informations en notre possession et collectées auprès de membres de sa famille proche nous disent qu'il vit toujours dans les Hauts-Plateaux et ne s'est jamais rendu à Kalehe, contrairement à ce qu'affirment les experts des Nations-Unies. De même, et selon des sources bien vérifiables, il n'y a jamais eu des tensions au sein du leadership des Twirwaneho, contrairement à ce que dit ce rapport (paragraphe 143).

Avec une lecture attentive de cette rubrique et sur base des informations sûres collectées auprès des concernés, le reste de cette section n'est construit que sur les simples on-dit dont le groupe d'experts pourrait difficilement prouver la véracité.

Ce qui est encore très inquiétant est que ces experts de Nations-Unies ne font pas preuve d'une part d'un travail d'enquête rigoureux et impartial et, d'autre part, ne se soucient pas des graves conséquences de leurs actes sur la vie des personnes faussement mises en cause.

2.2 Recrutement et utilisation d'enfants par les Twirwaneho

Le rapport consacre sept paragraphes (150-156) sur ce sujet, mais nous en couvrirons les plus importants. Les experts annoncent déjà leur couleur par une affirmation qui tombe du ciel (paragraphe 150): « *Le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation (PDDRC-S) a conduit à une démobilisation d'un nombre significatif d'enfants, et plusieurs groupes armés se sont engagés à libérer les mineurs, avec l'exception affichée des groupes armés Gumino et Twirwaneho, qui se sont opposés au processus et ont continué à nier l'existence des enfants dans leurs rangs* ». Deux éléments à noter au sujet de cette affirmation gratuite: ce processus n'est même pas encore opérationnel dans le Sud-Kivu; et les seuls deux groupes épinglés sont Banyamulenge, alors que toutes les milices Mayi-Mayi (qui s'appellent maintenant Wazalendo) ont catégoriquement refusé d'y adhérer car elles font partie de la Réserve Armée de la Défense[6]. En réalité, le rapport veut montrer ici que seuls les Banyamulenges sont opposés à la paix.

Le paragraphe 151 va encore plus loin en affirmant que les Twirwaneho, sous le leadership de Makanika, ont continué à recruter massivement, incluant les enfants d'environ 12 ans, au niveau local, national et régional, en recourant même à la force. Évidemment, ça semble plus facile à écrire qu'à justifier: le groupe d'experts peut-il expliquer comment est-ce qu'une autodéfense civile opérant uniquement dans les Moyens et Hauts-Plateaux utilise la force pour recruter au niveau national et régional (Burundi, Kenya, Ouganda, etc.)?

Les experts croient avoir trouvé la « bonne information » tant bien recherchée concernant l'utilisation des enfants quand les notables locaux, les leaders de la société civile ainsi que les représentants de la communauté ont admis que pendant les menaces tout le monde, incluant femmes et élèves, participaient au combat (paragraphe 152); et quand Saint-Cadet Ruvuzangoma affirme que tous les jeunes participent aux patrouilles autour des villages, et que les moins expérimentés ont suivi un entraînement en été 2022 (paragraphe 154). Ces écrits dénotent deux choses importantes de la part des experts: connaissances limitées de la nature de ce conflit et incompréhension culturelle de la part des experts des Nations-Unies. Premièrement, les Banyamulenge sont victimes d'une guerre d'épuration ethnique qui n'épargne personne (enfants, femmes et hommes) et, par conséquent, toute personne apte est appelée à s'auto-défendre ou apprendre à s'auto-défendre. Deuxièmement, la référence faite aux enfants et femmes ici veut uniquement montrer la gravité de la situation; et non pas l'utilisation abusive de ces derniers, comme les experts l'ont bien mal interprété.

Le paragraphe 155 y va encore d'une fausse et grave accusation selon laquelle les civils qui ne laissent pas leurs enfants rejoindre Twirwaneho sont tués. Pour un rapport à soumettre au Conseil

de sécurité des Nations-Unies, ce genre d'affirmation va au-delà de l'inimaginable pour la communauté Banyamulenge. L'Annexe 75 présenté comme preuve matérielle n'est qu'un ramassis des on-dit. Et chose encore plus surprenante dans ladite annexe, les experts reprennent une fausse information selon laquelle la liste de passagers du seul vol commercial opérant dans la zone doit être vérifiée par Twirwaneho. On peut bien se demander si ces experts ont réellement visité Minembwe, ou mesurent la gravité de leur propos. En effet, le seul aéroport existant sur place, et situé à Kiziba, est sous le contrôle total des FARDC logistiquement appuyées par la MONUSCO. Et depuis plus de six mois, les troupes des forces armées burundaises s'y sont aussi installées.

Le paragraphe 156 montre un manque de travail méthodique de la part des experts des Nations-Unies. Il est affirmé, sans rire, que les Twirwaneho et certains leaders locaux sont farouchement opposés à la démobilisation et qu'ils ont menacé d'attaquer la base de la MONUSCO à Minembwe si le processus continuait à travers son canal; et que la démobilisation a drastiquement diminué après la mort du casque bleu. Encore une fausse et grave accusation. Et ce qui est plus étonnant dans tout cela, c'est de prétendre que la base de la MONUSCO à Minembwe mettait en œuvre le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation (PDDRC-S) qui n'est même pas encore opérationnel dans la province du Sud-Kivu. Et d'ailleurs, dans l'une des recommandations adressées au gouvernement congolais (paragraphe 188, point e) on peut lire ceci : « *Mettre en œuvre sans délais le programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation, avec focus particulier sur la démobilisation des enfants utilisés par les groupes armés, notamment dans la province du Sud-Kivu* ». La vérité est bien connue et elle ne doit être occultée quel que soit le contexte.

En réalité, selon les informations sûres et vérifiables obtenues auprès de différents leaders communautaires et de la société civile, ce que faisait la MONUSCO à Minembwe, en étroite collaboration avec les FARDC (à travers le colonel Alexis Rugabisha), n'était autre chose qu'une activité illégale de corruption généralisée et de facilitation d'exil à certains jeunes Banyamulenge en leur offrant une somme de 1 000 USD chacun et des vols gratuits sur Bukavu, Goma et Uvira pour ensuite entrer au Rwanda, en Ouganda et au Burundi, respectivement. Nous mettons à défi la MONUSCO et les experts de Nations-Unies de nous présenter ne fut-ce qu'un seul cas des jeunes démobilisés et ensuite réinsérés dans la communauté locale, comme le prévoit ledit programme.

2.3 Financement de Twirwaneho

Avant de répondre aux accusations formulées dans cette section, il est important de rappeler quelques faits publiquement connus suivants :

- Actuellement, la RD Congo compte 266 groupes armés[7];
- La RD Congo a reçu de sa diaspora le transfert d'argent (en dollar américain)[8] de 2,064 milliards en 2019; de 992 millions en 2020 et de 1,331 milliard en 2021. Ce qui donne une moyenne annuelle de 1,462 milliard de dollars américains transféré par l'ensemble de la diaspora congolaise au cours de ces trois années.

La question qui se pose sérieusement ici est celle de savoir pourquoi seule la diaspora Banyamulenge a-t-elle été ciblée pour justifier son transfert d'argent au Congo depuis 2020 (paragraphe 190), alors que sa communauté est aussi la seule à être victime d'épuration ethnique? Nous souhaiterions avoir une clarification à cette importante question de la part des experts des Nations-Unies. A défaut, notre communauté considérera cela comme une action discriminatoire qui va en appui au processus d'épuration ethnique en cours sur les Moyens et Hauts-Plateaux du Sud-Kivu.

Ce rapport utilise sept paragraphes (157–163) pour traiter du financement des Twirwaneho, avec focus sur la collecte des taxes locales et le transfert d'argent par la diaspora Banyamulenge.

Concernant la collecte des taxes, le paragraphe 160 nous réserve une surprise en affirmant ceci: « *Les sources basées à Minembwe et sources connaissant Twirwaneho ont aussi informé le groupe d'experts que*

les institutions financières locales étaient complices dans la mise en œuvre de la perception de ces taxes. Par exemple, deux enseignants qui ont reçu leurs salaires à travers les banques locales ont signalé que la taxe était directement déduite par leurs banques ». C'est bel et bien dit pour les consommateurs du monde occidental qui n'ont aucune idée sur Minembwe, mais il s'agit plutôt des âneries et faussetés inexcusables pour un groupe d'experts des Nations-Unies. Premièrement, il n'existe pas une banque fonctionnelle au sens moderne du terme à Minembwe. Au stade embryonnaire, il y a deux très petites institutions financières privées qui ne sont pas impliquées dans le paiement des salaires des enseignants et de la perception des taxes locales. En plus, ces deux institutions sont situées dans la zone sous contrôle des FARDC, des forces armées burundaises et de la MONUSCO. Deuxièmement, les salaires des fonctionnaires de l'Etat (policiers et enseignants) sont payés par les banques opérant à Bukavu ou à Uvira, et lesquelles banques sont placées sous l'autorité monétaire de la Banque nationale du Congo basée à Kinshasa. A la lecture de ce passage destiné à la haute institution en charge du maintien de la paix et de la sécurité internationale, et connaissant bien la réalité sur le terrain, on est pris par un sentiment de rejet et de manque total de confiance et de crédibilité envers ce rapport du groupe d'experts sur le Congo. Comment peut-on oser imaginer qu'un simple mécanisme d'autodéfense locale et opérant uniquement sur les Moyens et Hauts-Plateaux du Sud-Kivu exerce un tel pouvoir de contrôle sur les institutions financières nationales?

Et pour ce qui est du transfert d'argent par la diaspora, le groupe d'experts mentionne (paragraphe 162) comme sources d'informations « Sources au sein de la communauté Banyamulenge en République Démocratique du Congo et à l'étranger, les anciens membres des Twirwaneho, chercheurs, autres membres des groupes armés opérant dans le territoire de Fizi et services de sécurité ». Premièrement, on peut se demander ce que ça signifie réellement « Sources au sein de la communauté Banyamulenge en République Démocratique du Congo et à l'étranger » comme référence pour un rapport des Nations-Unies sur les violations des sanctions. Une telle affirmation ambiguë et prête à toute confusion ne fait que miner la crédibilité du travail de ce groupe d'experts sur le Congo. Deuxièmement, pour ce qui est des anciens membres des Twirwaneho mentionnés, il ne peut s'agir que de ces jeunes ayant reçu chacun 1 000 USD de la part de la MONUSCO et des FARDC en échange de l'exil. Troisièmement, le groupe d'experts ne fournit aucun détail concernant les fameux « chercheurs » auxquels il fait référence dans plusieurs parties de ce rapport. Et enfin, le groupe d'experts nous « édifie » davantage en ce qui concerne la méthode utilisée, à savoir la collecte de fausses accusations auprès de membres des milices locales et de services de sécurité congolais, bourreaux de la communauté Banyamulenge.

Ce qui est encore choquant pour notre communauté (paragraphe 163), c'est cet acte répugnant d'utilisation détournée d'images et des messages de douleur (annexe 76), lors des cérémonies de deuil pour Bonheur Sekunzi Muragwa, comme preuve matérielle du financement de Twirwaneho. En effet, diabétique de son état, Bonheur fut arrêté à l'aéroport de Minembwe, le 13 février 2021, au moment où il s'apprêtait à prendre l'avion pour des soins appropriés à Bukavu. Il sera vite acheminé à Kinshasa et écroué (sérieusement torturé et privé des soins de santé nécessaires) à la prison de Ndolo dans laquelle il meurt en septembre 2022; et son corps sera ensuite retiré illégalement de la morgue par les services de sécurité congolais pour l'enterrer dans un endroit inconnu jusqu'à ce jour, alors que sa femme se trouvant sur place avait déjà obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires et pris toutes les dispositions logistiques requises pour le retour et l'inhumation du corps à Minembwe. La question que l'on se pose est celle de savoir si le groupe d'experts mesure bien la gravité de cet acte posé, en se moquant de la souffrance endurée par notre communauté et de la dignité humaine tout court.

Partie 3: Observations générales et conclusions

3.1 Observations générales

Ce rapport du groupe d'experts sur le Congo, non seulement contient de fausses et graves accusations contre la diaspora Banyamulenge mais et aussi et surtout il donne de l'eau au moulin au processus d'épuration ethnique débuté depuis 2017, en inversant sciemment les rôles des

victimes et bourreaux. Ci-dessous, nous citons quelques exemples qui illustrent le ciblage injustifié de notre communauté, les fausses et graves accusations qui mettent en danger la vie de certains Banyamulenge sur le territoire national et dans la sous-région des Grands Lacs Africains, ainsi que les insuffisances notoires qui caractérisent ce rapport:

- Avec une moyenne annuelle de 1,462 milliard de dollars américains transféré par l'ensemble de la diaspora congolaise, pendant la période de 2019 à 2021, sur les 450 ethnies que compte le pays et avec environ 266 groupes armés en activité, il est plus qu'étonnant de constater que le groupe d'experts se livre à un ciblage discriminatoire en exigeant uniquement la diaspora Banyamulenge de justifier l'envoi d'une somme estimée à environ 1 million de dollars américains durant trois ans (2020, 2021 et 2022).
- Les affirmations factuellement inexactes, le parti pris contre les Twirwaneho, les vagues références mentionnées ainsi que les sources d'informations anti-Banyamulenge utilisées par le groupe d'experts minent totalement la crédibilité de ce rapport.
- Les experts affichent une compréhension très limitée de la dynamique des conflits armés dans les Moyens et Hauts-Plateaux Sud-Kivu. Tout expert de cette région sait très bien que la solidarité communautaire et le mécanisme d'autodéfense locale ne sont pas de nouveaux concepts ou de nouvelles pratiques dans la société Banyamulenge. En effet, c'est grâce à ces deux actions combinées que notre communauté a pu survivre aux attaques meurtrières de la rébellion muleliste dans les Moyens et Hauts-Plateaux du Sud-Kivu pendant les années 1960.
- Les experts affichent aussi des connaissances limitées de la nature de la guerre qui secoue les Moyens et Hauts-Plateaux depuis 2017; et l'incompréhension culturelle.
- Les fausses et graves accusations portées nommément contre Dr. Lazare Rukundwa Sebitereko, Saint-Cadet Ruvuzangoma, Jules Rutebuka, Willy Munezero, Charles Sematama, Moïse Byinshi Gakunzi, Charles Gikwerere et Jean-Luc Muvura mettent en danger leur vie tant au Congo que dans la sous-région. Déjà, la première victime est le Dr. Lazare Rukundwa Sebitereko qui a été arrêté le 30 juin à Uvira et immédiatement acheminé à Kinshasa par le service de renseignement militaire. Et jusqu'à ce jour, ni la Croix rouge ni la famille n'a été autorisée à lui rendre visite dans le cachot de la Détection militaire des activités anti-patrie (DEMIAP). Ceci ne fait que renforcer l'inquiétude de notre communauté quant à son état de détention et sa santé mentale et physique.
- Comme c'était déjà le cas dans le précédent rapport, Saint-Cadet Ruvuzangoma, président de la société civile, noyau de Minembwe, semble être devenu la bête noire du groupe d'experts et de leurs acolytes au sein de la MONUSCO et des FARDC. Son simple péché est celui d'avoir, avec courage et probité intellectuelle, contredit[9] la version fabriquée et diffusée par la MONUSCO et les FARDC à la suite de l'assassinat du casque bleu pakistanais à Minembwe le 01 octobre 2022.
- Incapable de trouver la moindre preuve matérielle du soutien politique et financement des Twirwaneho et aussi de M23 par la diaspora Banyamulenge, le groupe d'experts n'a jugé mieux que de recourir à une méthode unique à son genre, à savoir sommer ou obliger l'un des incriminés (Mahoro Peace Association) de le faire à sa place.
- Globalement, ce rapport du groupe d'experts des Nations-Unies sur la RD Congo, dont le contenu est essentiellement fourni par les services de sécurité congolais et agents associés, les FARDC, les milices locales et la société civile du Sud-Kivu, vise à faire taire la très forte et crédible voix de la diaspora Banyamulenge, en tentant de criminaliser ses actions hautement humanitaires dans les Moyens et Hauts-Plateaux du Sud-Kivu. Ce qui, dans le contexte actuel d'épuration ethnique, compromettrait sérieusement l'avenir de la communauté Banyamulenge comme composante de la nation congolaise.

3.2 Conclusion

De ce qui précède, la communauté Banyamulenge, valablement représentée par les signataires ci-dessous, réfute et dénonce catégoriquement les fausses et graves accusations portées contre sa diaspora et certaines personnalités. Le groupe d'experts, à travers ce rapport biaisé, cherche à

anéantir la capacité de résilience des Banyamulenge, jusque-là démontrée face à la machine mortifère Mayi-Mayi et alliés rebelles burundais du RED-Tabara, sans oublier l'indifférence clairement affichée et assumée par le gouvernement congolais et la communauté internationale.

Nous profitons de cette unique opportunité qui nous est offerte de demander au Comité du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur le Congo de bien vouloir réexaminer la partie consacrée à la question Banyamulenge dans ce rapport d'experts sur la RD Congo.

Fait ce 01 août 2023

Pour la Communauté Banyamulenge

Représentants de la Communauté Banyamulenge

Félix Nyirazo Rubogora : Mutualité Allemagne



Adèle Kibasumba: Mahoro Peace Association (USA)



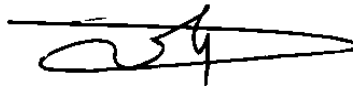
Blaise Mwangura: Mutualité Pays-Bas



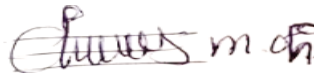
Kazinguvu Ruboneka : Mutualité Ineza Canada



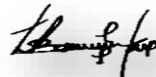
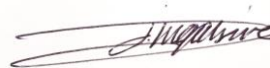
Moïse Nzovu : Mutualité Australie



Chantal Mabeyi: Mutualité Afrique du Sud



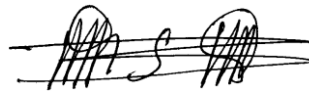
Jacqueline Ingabire : Mutualité BACA (Royaume Uni)



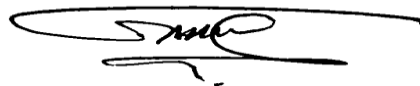
Bineza Mufunga : Mutualité Suède



Alexis Muhoza : Mutualité Finlande



Erick Sematungo Rutegeranya: Mutualité Goma



Jacques Bigirumwami: Mutualité Ethiopie

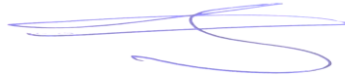


John Mukiza : Mutualité Shikama Burundi

Jean Paul Budete : Mutalité Danemark



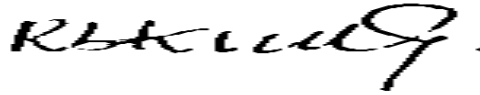
Erick Gategeko : Mutualité Kenya



Armstrong Mitabu: Mutualité Belgique



Vincent Rwinikiza: Mutualité Ouganda



REFERENCES

[1] https://www.mediacongo.net/article-actualite-55436_detournement_de_fonds_d_assistance_des_sinistres_de_minembwe_1_arbre_qui_cache_la_foret.html

[2] United Nations Office on Genocide Prevention and the Responsibility to Protect, 2022). Statement by Alice Wairimu Nderitu, Special Adviser on the Prevention of Genocide, condemning the escalation in fighting in the Democratic Republic of Congo (DRC). <https://www.un.org/en/genocideprevention/>

[3] <https://actu7.cd/2021/12/10/le-major-fardc-rugenerwa-kaminzobe-joseph-lynche-et-brule-vif-a-fizi-communique/>

[4] https://www.liberation.fr/international/afrique/lynchage-au-congo-voici-le-tutsi-prenez-le-20220714_HNB54XS2UZHVIJAZJ3234PL66U/

[5] <https://www.youtube.com/watch?v=EQDaVJkXgTk>

[6] <https://actualite.cd/2023/03/05/fardc-le-gouvernement-adopte-le-projet-dordonnance-loi-instituant-la-reserve-armee-de-la>

[7] RDC: 266 groupes armés actifs dans cinq provinces orientales - RTN votre radio régionale

[8] <https://www.statista.com/statistics/1012356/remittance-inflows-to-congo/#:~:text=The%20inflows%20of%20remittances%20to%20the%20Democratic%20Republic,dollars%2C%20a%20slight%20increase%20from%20the%20previous%20year.>

[9] <https://kivutimes.com/minembwe-la-societe-civile-condamne-la-mort-dun-casque-bleu-mort-survenue-lors-de-lattaque-de-la-base-de-monusco/>